

Enseignement: et voici le temps de l'action ?

■ L'école de demain doit retrouver son rôle d'ascenseur social. Il faut casser les logiques de relégation associées aux filières techniques et professionnelles existant de facto sur le terrain.

Les nombreuses publications et interventions dans les médias l'ont démontré avant les élections du 25 mai dernier : un très large consensus existe sur la nécessité de redonner à l'enseignement obligatoire son rôle d'ascenseur social. C'est bien là une priorité partagée pour la prochaine législature : améliorer l'équité et la qualité de l'enseignement obligatoire est crucial pour refaire de l'école un tremplin vers une bonne intégration de tous à la vie socio-économique. Tous l'ont dit et répété. Avec des accents et des priorités qui varient certes. Mais partout, cette volonté de progrès existe, tout en reconnaissant les efforts des dizaines de milliers de professionnels de l'enseignement qui relèvent déjà ce défi au quotidien.

L'enseignement obligatoire, fondamental et secondaire, est un levier majeur du développement harmonieux de la personne dans notre société : citoyenneté, santé, cohésion so-

ciale, justice, et bien-être socio-économique, entre autres via l'emploi, etc., qui dépendent largement de la qualité et de l'équité de notre enseignement. Aussi, outre des enjeux structurels indéniables comme la création de places en suffisance dans nos écoles pour faire face à la croissance démographique, toute une série de leviers concrets peuvent aussi être activés rapidement et directement au niveau des établissements scolaires, en collaboration avec tous les acteurs. Comment ? En se concentrant sur la mise en application des

bonnes pratiques. Celles-ci ont été largement documentées dans des pays qui ont réussi à "renverser la vapeur", à progresser de manière très significative déjà en l'espace de 6 ans⁽¹⁾, soit le temps d'un peu plus d'une législature ! Ainsi des pays comme la Pologne par exemple, ont pu réellement améliorer l'équité (des chances égales pour tous les élèves, quelle que soit leur origine socio-économique) et la qualité (niveaux de connaissance et de compétences) de leur enseignement.

Dans plusieurs pays tout près de chez nous, les mentalités permettent de systématiser les échanges vertueux au sein des écoles, entre les écoles et enfin entre les écoles et les entreprises (information, orientation, expérimentation et mise en pratique) pour recréer un lien fort entre le goût d'apprendre et de faire, en préparation à la vie socio-économique. Nous pouvons en tirer pas mal de leçons.

Beaucoup d'initiatives positives allant dans ce sens ont vu le jour ces dernières années chez nous également. Au moment de la formation d'un nouveau gouvernement, regardons quelles sont les mesures qui peuvent être mises en œuvre et/ou amplifiées dans notre système d'enseignement, en "les mettant à notre sauce", avant de songer à réformer les structures de notre enseignement. Dans le passé, on a ainsi consacré trop peu d'attention à développer des approches de terrain, visant à promouvoir les bonnes pratiques entre les acteurs de terrain. Et ce n'est pas qu'une

**La réussite
d'un système
scolaire
dépend du
succès de
chacun des
élèves.**

**OLIVIER
REMELS**

Secrétaire général
de la Fondation
pour
l'Enseignement

question de moyens. L'enseignement obligatoire en Fédération Wallonie Bruxelles est l'un des mieux financés au monde. Aussi, les "recettes à succès" ont principalement trait aux bonnes pratiques et pas aux réformes de structure.

Ces idées ont été ces dernières années largement documentées et partagées avec les acteurs du terrain en Belgique. Récemment, elles ont cette fois été évaluées dans le contexte de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) par les représentants de tous les réseaux d'enseignement réunis (communes, provinces, Communauté française (CFB), écoles libres) et les fédérations d'entreprises bruxelloises (BECI) et wallonnes (UWE), dans un mémorandum commun. C'est donc le moment de les mettre au menu dans le cadre de la rédaction des accords du gouvernement de la CFB/FWB.

Ces propositions concertées visent la recherche de l'excellence pour tous, notamment en attirant, en accompagnant et en motivant les meilleurs enseignants vers l'école, en stimulant les échanges entre enseignants, entre classes, entre écoles, entre écoles et entreprises – entre autres en augmentant les possibilités de stages – pour retisser le fil entre l'encadrement optimal, l'envie d'apprendre, l'information (dont l'éveil aux technologies) puis l'orientation vers l'apprentissage des métiers (entre autres techniques) ou vers d'autres études ensuite, de manière adaptée

aux différents stades de développement de l'élève et suivant ses besoins individuels. Cette nouvelle façon d'appréhender l'école doit notamment contribuer à casser les logiques de relégation associées aux filières techniques et professionnelles existant de facto sur le terrain.

D'autres actions prioritaires concernent le soutien et la valorisation du travail des directions d'écoles, souvent démunies pour remplir leur rôle crucial et déterminant aux côtés des enseignants, et des stratégies proactives de remédiation pour veiller à ne laisser aucune école,

aucune filière, aucun élève sur le bord de la route. Car la réussite d'un système scolaire dépend du succès de chacun des élèves. Pour cela, pas de recette unique, mais des approches "à la carte", qu'il faut pouvoir décliner suivant les priorités rencontrées dans chaque école, dans un esprit de responsabilité partagée, sur base d'un diagnostic précis et pertinent.

Au lendemain des élections, la Fondation pour l'Enseignement rappelle à tous les recommandations communes aux cinq réseaux d'enseignement et aux deux fédérations d'entreprises wallonnes et bruxelloises réunies. Celles-ci sont un socle commun sur lequel construire ensemble une feuille de route pour les années à venir. Les partenaires réunis dans la Fondation pour l'Enseignement mettront aussi en œuvre des projets sur le terrain, en mesureront les effets, et diffuseront ces bonnes pratiques au travers des réseaux et vers tous les acteurs de l'enseignement pour soutenir leurs efforts. Ensemble, travaillons sur le terrain de l'école. Et ne manquons pas le momentum unique d'une nouvelle législation.

→ (1) Une étude réalisée par Mc Kinsey en 2010 a permis de comparer les principales mesures ayant permis à 20 systèmes d'enseignement de progresser de manière significative et à grande échelle déjà en l'espace de six années.